

Compte rendu

Ouvrage recensé :

STEVENSON, Brian J.R. *Canada, Latin America, and the New Internationalism*. Montréal | Kingston, McGill-Queen's University Press, 2000, 288 p.

par Georges Labrecque

Études internationales, vol. 33, n° 1, 2002, p. 195-197.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/704400ar>

DOI: 10.7202/704400ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

s'il y a lieu, l'analyse de la spécificité canadienne dans ce contexte général. En d'autres termes, le manque de mise en contexte exagère la nouveauté ou l'originalité de la position du gouvernement Mulroney. L'auteur adopte peut-être trop facilement, sans regard critique, la propre évaluation du gouvernement canadien sur le caractère innovateur de sa politique.

Finalement, il y a peu d'apport théorique dans cette étude. La distinction faite entre certains déterminants intérieurs ou extérieurs dans le processus d'élaboration de la politique étrangère est assez standard, tout comme l'analyse des dynamiques articulant les différentes variables évoquées (groupes de pression, sondage d'opinion, etc.). De ce point de vue, l'étude offre peu de nouveautés aux observateurs de la politique étrangère canadienne. Par contre, il s'agit d'un exemple réussi d'étude de cas, où l'analyse empirique d'un dossier de la politique étrangère canadienne est menée de façon assez systématique et complète.

Pierre JOLICŒUR

Chercheur associé au CEPES
Université du Québec à Montréal

Canada, Latin America, and the New Internationalism.

STEVENSON, Brian J.R. Montréal /
Kingston, McGill-Queen's University
Press, 2000, 288 p.

Le Sommet des Amériques, tenu à Québec au printemps 2001, a révélé un intérêt peut-être insoupçonné des Canadiens pour la politique étrangère de leur pays. À ce sujet, *Canada, Latin America, and the New Internationalism* constitue un précieux ouvrage de réfé-

rence pour quiconque, et non seulement le spécialiste, voudrait comprendre ce que l'auteur appelle le quatrième pilier de la politique étrangère du Canada, les trois premiers étant les États-Unis, l'Europe et l'Asie.

Brian Stevenson était particulièrement bien placé pour accumuler une mine d'informations et mener à terme une étude aussi fouillée et complexe, étant donné l'expérience et les contacts qu'il avait su exploiter à Ottawa, alors qu'il était conseiller auprès des ministres Axworthy (Affaires étrangères) et Eggleton (Commerce international). On regrettera pourtant que cette analyse limpide et pénétrante ne couvre pas la décennie 90, ce qui n'est pas un reproche puisque l'auteur s'explique amplement sur son choix de la période retenue, soit de 1968, début de l'ère Trudeau et de son ouverture sur cette partie du monde, jusqu'à 1990, quand le Canada devient membre de l'Organisation des États américains (OEA).

L'ouvrage est divisé en deux parties. La première, qui regroupe les chapitres 2, 3 et 4, comporte des considérations théoriques, de même que des préoccupations méthodologiques, nécessaires à l'analyse de la politique étrangère en général. Ainsi, *Canada, Latin America, and the New Internationalism* pourra être utile à la compréhension de la politique dans toute autre région du monde. Par ailleurs, les notions théoriques expliquées dans la première partie sont exploitées pour la recherche empirique (Amérique latine) qui est présentée en seconde partie, laquelle est constituée des chapitres 5, 6 et 7.

L'auteur démontre d'abord, au chapitre 2, comment la politique

étrangère du Canada sera, à partir de 1968, infléchie par trois nouveaux facteurs qui interagissent : le déclin relatif des États-Unis sur la scène mondiale, avec, notamment, leur retrait du Vietnam, de même qu'une nouvelle politique économique sous l'initiative de Nixon ; la prolifération de régimes et organismes internationaux, dont plusieurs échappent au contrôle étatique, et qui façonnent un monde d'interdépendance dans lequel les puissances moyennes, tel le Canada, ont un rôle à jouer qui se trouve accru ; enfin, l'importance et le nombre grandissant d'organismes non gouvernementaux et de mouvements sociaux qui fonctionnent à diverses échelles, tant internationale que nationale. Le lecteur trouvera dans ce chapitre une fascinante étude bibliographique dans laquelle l'auteur présente une critique du contenu et de la portée d'importants ouvrages, en particulier ceux de Robert Gilpin, William Pfaff, Paul Kennedy, Joseph Nye, Joseph Grieco, Charles Lipson, Richard Falk et Peter Willets.

Pour comprendre ce monde en mutation, Stevenson insiste, aux chapitres 3 et 4, sur la pertinence d'examiner l'interaction entre pressions internes et contraintes externes selon une analyse menée à trois niveaux (individu, État, monde). Pour ce faire, et à l'instar de son approche au chapitre 2, l'auteur se livre à une étude de la littérature, en particulier les travaux de Kenneth Waltz, Richard Snyder, Hans Morganthau, H.W. Bruck et Burton Sapin, James Rosenau, Wolfram Hanrieder et Peter Katzenstein.

L'approche adoptée au chapitre 5 est essentiellement historique et consiste à montrer comme le Canada

a pu sortir d'une longue période d'isolationnisme à l'intérieur de l'hémisphère, pour en arriver à son entrée dans l'Organisation des États américains. Pour comprendre l'évolution de la politique étrangère, Stevenson propose ici d'établir quatre périodes distinctes. La première, de 1867 à 1967, est caractérisée par une absence d'intérêt des Canadiens et des gouvernements successifs pour l'Amérique latine. L'arrivée au pouvoir de Trudeau marque le début d'une deuxième période durant laquelle se déploient les initiatives du Premier ministre et plusieurs voyages à l'étranger. La chute de Salvador Allende au Chili en 1973 sera l'un des événements dramatiques qui permettront aux observateurs d'évaluer les tenants et aboutissants de la nouvelle politique, particulièrement en ce qui concerne la reconnaissance de la junte au pouvoir et l'action des ONG pour les réfugiés. Avec la réélection de Trudeau en 1980, commence une troisième période durant laquelle les ONG se manifesteront dans un contexte d'opposition à la politique de Reagan en Amérique centrale. Lorsque Mulroney prend le pouvoir en 1984, débute une quatrième période marquée par de meilleures relations bilatérales Canada / États-Unis, ce qui n'empêchera pas pour autant le gouvernement de poursuivre les objectifs fondamentaux du précédent, et notamment en supportant le processus de paix.

Si l'entrée dans l'Organisation des États américains résulte d'un processus long et graduel sur plus de vingt ans, elle aura été déterminée par des faits marquants que l'auteur examine au chapitre 6 : d'abord, la

grave crise en Amérique centrale, laquelle sera l'occasion pour le Canada de définir un rôle sans précédent dans l'hémisphère comme gardien de la paix ; mais aussi, ajoute l'auteur, la crise de la dette, les problèmes du développement, le rôle de ce pays comme intermédiaire entre le Nord et le Sud, le trafic des stupéfiants, enfin, la question de l'environnement.

L'auteur consacre son dernier chapitre aux ONGS canadiennes qu'il divise en cinq catégories : institutions religieuses, regroupements de travailleurs, comités de solidarité, groupes de recherche et organisations vouées à l'aide au développement. Les actions de ces ONGS, loin de fonctionner en vase clos, seront exacerbées, explique l'auteur, par certains événements dramatiques, notamment le coup d'État au Chili et les crises en Amérique centrale.

La conclusion de l'auteur, brève mais fort convaincante, évalue la politique du Canada de 1968 à 1990, et soulève des questions qui, estime Stevenson, devraient se retrouver à l'agenda politique du Canada au XXI^e siècle : de nouvelles opportunités économiques dans le contexte d'un marché élargi de libre-échange, une importance accrue des problèmes de développement social et économique, étant donné la disparition des conflits Est-Ouest, enfin, de nouvelles politiques en matière d'écologie.

L'ouvrage est très solidement documenté : à cet égard, le lecteur appréciera l'abondance des notes, de même que l'importante bibliographie qui puise à des sources fiables et variées. Mais on pourra remarquer que, dans un domaine qui évolue très

rapidement, les sources postérieures à 1990 sont peu nombreuses et que la plus récente date de 1996.

Georges LABRECQUE

*Collège militaire royal du Canada
Kingston Canada*

NATO and the Bomb : Canadian Defenders Confront Critics.

SIMPSON, Erika. Montréal, McGill-Queen's University Press, 2001, 349 p.

Ce livre, au titre provocateur, s'appuie sur une recherche solide – près de 90 pages de notes de référence – et tente d'expliquer la politique de défense du Canada en s'appuyant sur la dichotomie existentielle d'un ensemble de valeurs et de croyances épousées par les principaux décideurs politiques canadiens en matière de défense. L'opposition binaire entre ce que l'auteure appelle « Les défenseurs » et les « Critiques » rejoint certains éléments de la pensée des universitaires qui ont souvent divisé les écoles de pensées en relations internationales comme une opposition entre « les réalistes » et les « idéalistes » (p. 229). Erika Simpson ajoute toutefois qu'il ne s'agit là que d'un simple parallèle à ne pas pousser trop loin, d'autant que les décideurs ne sont pas tellement reconnus pour être des passionnés de lecture des travaux universitaires. Elle recommande donc l'usage accru d'interviews avec les décideurs politiques pour tenter de mieux cerner leurs systèmes de valeurs !

L'entreprise qui repose sur une analyse à caractère phénoménologique des valeurs des décideurs reste de taille. L'auteure conclut d'ailleurs son ouvrage par une phrase révélatrice